



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du deuxième
trimestre
30 juin 2017



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 30 juin 2017	6

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221
Télécopieur : 416-966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 17 août 2017.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Stafli, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)
Le 17 août 2017

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 juin 2017

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. Ainsi, les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 30 juin 2017 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2016 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Performance de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés, est la suivante :

Objectifs clés

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les examens des actifs du gouvernement qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos placements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 44 millions de dollars au cours du premier semestre de 2017. Aucun dividende n'a été déclaré à la CDEV au cours du premier semestre de 2017.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- La CDEV n'a pas versé de dividende au gouvernement au cours du premier semestre de 2017.
- Nous avons continué de gérer plusieurs projets, et nous sommes toujours disposés à entreprendre des projets faisant appel à nos compétences.

Société de gestion Canada Hibernia

Les produits nets tirés du pétrole brut de 48 millions de dollars au cours du trimestre ont enregistré une hausse de 5 % par rapport au trimestre correspondant de 2016, ce qui rend compte d'une progression de 12 % des produits bruts tirés du pétrole brut découlant de prix réalisés du pétrole, contrebalancés en partie par une hausse des redevances et des charges liées à la participation au bénéfice net. Les volumes de ventes se sont chiffrés à environ 0,93 million de barils, au trimestre à l'étude et au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré une augmentation de 15 % des volumes de production nets d'Hibernia de la SGCH, ce qui rend compte de la disponibilité des stocks et des écarts temporaires dans la vente de cargaisons.

Les volumes de production bruts d'Hibernia ont augmenté, passant à 153 000 barils par jour au deuxième trimestre de 2017 alors qu'ils étaient de 124 900 barils par jour au trimestre comparatif, ce qui s'explique par l'accroissement de la production provenant du programme de forage du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), qui a plus que contrebalancé le recul de la production du champ principal d'Hibernia. La SGCH détient deux participations directes distinctes dans le champ Hibernia, de sorte que les variations de la production d'Hibernia revenant à la SGCH ne correspondront pas aux variations de la production brute totale du champ Hibernia. La participation directe de la SGCH dans le secteur unitaire du PSH a diminué au cours du trimestre pour s'établir à 5,63 % (par rapport à 5,73 % auparavant) en raison d'un ajustement périodique des participations directes. La participation directe de la SGCH dans le champ principal d'Hibernia est demeurée à 8,5 %.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours de référence du pétrole brut Brent daté. Les cours moyens du pétrole brut Brent daté se sont améliorés de 9 % au cours du trimestre pour se chiffrer à 50 \$ US le baril, comparativement à 46 \$ US le baril pour le trimestre correspondant de 2016, ce qui témoigne d'un raffermissement sur les marchés de pétrole mondiaux et d'une stabilisation de ceux-ci. L'augmentation des cours du Brent daté ainsi que la dépréciation du dollar canadien ont donné lieu à des prix réalisés moyens de 66 \$ le baril, en hausse de 13 % par rapport au trimestre correspondant de 2016.

Au cours du deuxième trimestre, les dépenses d'investissement ont été en grande partie axées sur les activités de forage au secteur unitaire du PSH et comprenaient l'achèvement du contrat de l'unité mobile de forage en mer pour le forage de puits sous-marins. À court terme, les propriétaires d'Hibernia se concentreront sur le forage et le reconditionnement de puits forés à partir de plateformes et sur le projet de puits par injection d'eau et de gaz en alternance.

Canada Eldor Inc.

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de sept ans. CEI détient une somme de 22 millions de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de liquidités dans le compte du Trésor du Canada qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 14 millions de dollars.

Corporation d'investissement GEN du Canada

Étant donné que GEN a vendu la totalité des actions ordinaires de GM restantes qu'elle détenait en 2015, elle n'a exercé qu'un niveau réduit d'activités au cours du trimestre.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2016, comme l'indique le rapport annuel de 2016.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis le 31 décembre 2016, comme l'indique le rapport annuel de 2016.

États financiers de la période close le 30 juin 2017

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 juin 2017 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à 47 millions de dollars, comparativement à des produits de 46 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la hausse des produits nets de pétrole brut au cours du trimestre considéré, en partie contrebalancée par une perte de change plus élevée. Les produits nets tirés du pétrole brut ont progressé de 5 % au deuxième trimestre de 2017, passant de 45 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à 48 millions de dollars, principalement en raison des cours du pétrole, comme il est indiqué ci-dessus. Les obligations au titre de redevances et de la participation au bénéfice net ont augmenté de manière importante au cours de la période en raison des déductions au titre des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement admissibles proportionnellement plus basses découlant des calculs de redevances et de la participation au bénéfice net, déduction faite d'une réduction de 4 millions de dollars des redevances comptabilisées antérieurement en raison de l'ajustement périodique susmentionné. Nous avons comptabilisé une perte de change de 1,4 million de dollars pour le trimestre, comparativement à une perte de 0,1 million de dollars pour la période comparable en raison de l'incidence de fluctuations plus importantes du cours du change sur les débiteurs libellés en dollars américains au cours de la période à l'étude.

Les charges totales pour le trimestre se sont chiffrées à 20 millions de dollars, par rapport à des charges totales de 21 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont augmenté de 1 million de dollars au cours du trimestre du fait d'un taux d'épuisement plus élevé et de la hausse des volumes de production, en grande partie contrebalancés par une baisse des ajustements du coût des stocks. Ces facteurs ont été largement contrebalancés par une réduction de 2 millions de dollars des frais de production et des charges d'exploitation au cours du trimestre, en raison surtout de la baisse des ajustements du coût des stocks et des coûts des activités de soutien côtières et infracôtières ainsi que du report à des trimestres ultérieurs de certains projets de recherche et de développement. Les honoraires professionnels au trimestre considéré ont été de 1 million de dollars plus élevés qu'au deuxième trimestre de 2016 en raison d'une hausse des dépenses liées au projet.

Les produits consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont chiffrés à 102 millions de dollars, contre des produits de 78 millions de dollars à la période comparable de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une hausse des produits nets tirés du pétrole brut. Depuis le début de l'exercice, les produits nets tirés du pétrole brut se sont élevés à 102 millions de dollars, en hausse de 31 % par rapport à 78 millions de dollars à l'exercice précédent en raison d'une progression de 47 % des produits bruts tirés du pétrole brut contrebalancée en partie par une hausse des dépenses au titre des redevances et de la participation au bénéfice net.

Nous avons comptabilisé une perte de change de 2 millions de dollars en cumul annuel. Au cours du premier semestre de 2016, nous avons également comptabilisé une perte de change de 2 millions de dollars en grande partie attribuable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les débiteurs libellés en dollars américains, surtout au premier trimestre.

En cumul annuel, les charges se sont chiffrées à 44 millions de dollars, contre 41 millions de dollars pour la période cumulée comparable de l'exercice précédent. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont augmenté, passant de 24 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016 à 28 millions de dollars, en raison d'un taux d'épuisement par baril plus élevé et de la hausse des volumes de production.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 30 juin 2017 ont augmenté à 267 millions de dollars, contre 220 millions de dollars au 31 décembre 2016, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ayant dépassé les dépenses d'investissement et les variations du fonds de roulement au premier semestre de 2017.

Les débiteurs, qui se sont chiffrés à 32 millions de dollars au 30 juin 2017, ont diminué de 12 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2016 en raison surtout d'une diminution du montant à recevoir au titre des ventes de pétrole à la clôture du trimestre.

Les stocks ont diminué de 2 millions de dollars au 30 juin 2017 par rapport au 31 décembre 2016 en raison de l'élimination de volumes de stocks de pétrole sur les navires à la clôture de l'exercice qui ont par la suite été vendus.

Les immobilisations corporelles ont diminué de 6 millions de dollars depuis la clôture de l'exercice pour s'établir à 215 millions de dollars au 30 juin 2017, ce qui découle d'entrées d'immobilisations totalisant 21 millions de dollars, déduction faite d'un remboursement de 3 millions de dollars de dépenses se rapportant au secteur unitaire du PSH comptabilisées antérieurement en raison de l'ajustement périodique susmentionné, contrebalancées par des charges d'épuisement et d'amortissement de 27 millions de dollars.

Les créiteurs et charges à payer se sont chiffrés à 17 millions de dollars au 30 juin 2017, un recul de 11 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2016 en raison d'une diminution des charges à payer et des appels de fonds se rapportant au programme d'investissement du secteur unitaire du PSH et d'une baisse des charges à payer au titre des redevances et de la participation au bénéfice net.

Au cours du premier semestre de 2017 et de la période comparable de 2016, la CDEV n'a versé aucun dividende au gouvernement.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

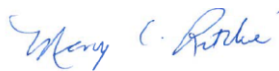
	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	266 741 \$	219 914 \$
Débiteurs	31 869	43 820
Stocks	334	2 451
Charges payées d'avance	1 102	295
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	2 778	3 159
	<u>302 824</u>	<u>269 639</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	215 368	221 118
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	124 553	128 837
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce	14 227	14 227
Actif d'impôt différé	17 073	13 466
	<u>371 221</u>	<u>377 648</u>
	<u>674 045 \$</u>	<u>647 287 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	16 618 \$	27 252 \$
Impôt sur le résultat exigible	4 045	13 668
Partie courante de la provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)]	4 673	2 811
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	2 374	2 993
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	150	150
	<u>27 860</u>	<u>46 874</u>
Passifs non courants		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)]	132 119	126 123
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	9 186	9 976
Obligation au titre des prestations définies	1 594	1 719
	<u>142 899</u>	<u>137 818</u>
Capitaux propres		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Déficit accumulé	(100 009)	(140 700)
	<u>503 286</u>	<u>462 595</u>
Engagements (note 9)		
Éventualités (note 10)		
	<u>674 045 \$</u>	<u>647 287 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil :



, administrateur



, administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Produits				
Produit net tiré du pétrole brut [note 8 a)]	47 530	45 288	102 468	78 499
Perte de change	(1 424)	(77)	(1 677)	(1 860)
Produits d'intérêts	470	641	1 075	1 412
	46 576	45 852	101 866	78 051
Charges				
Épuisement et amortissement (note 5)	12 960	12 250	28 248	23 732
Production et exploitation [note 8 b)]	5 186	7 552	10 564	14 193
Honoraires	1 124	253	2 341	702
Salaires et avantages du personnel	732	718	1 875	1 854
Autres charges	193	217	434	443
Révision d'estimations relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site (note 6)	122	—	122	—
Charge au titre des prestations définies	13	11	26	23
	20 330	21 001	43 610	40 947
Charges financières				
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 6 a)]	654	534	1 323	1 099
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	30	26	60	52
	684	560	1 383	1 151
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25 562	24 291	56 873	35 953
Impôt sur le résultat				
Impôt exigible	8 822	9 340	19 789	12 865
Impôt différé	(902)	(938)	(3 607)	(852)
	7 920	8 402	16 182	12 013
Bénéfice et résultat global	17 642	15 889	40 691	23 940

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294	603 294	603 294
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(117 651)	(142 090)	(140 700)	(150 141)
Bénéfice	17 642	15 889	40 691	23 940
Solde à la clôture de la période	(100 009)	(126 201)	(100 009)	(126 201)
Total des capitaux propres	503 286 \$	477 094 \$	503 286 \$	477 094 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	17 642 \$	15 889 \$	40 691 \$	23 940 \$
Ajustements pour :				
Épuisement et amortissement	12 960	12 250	28 248	23 732
Charge d'impôt sur le résultat	7 920	8 402	16 182	12 013
Prestations définies versées en excédent des charges	(32)	(29)	(125)	(55)
Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada	(136)	(136)	(263)	(260)
Désactualisation des provisions	684	560	1 383	1 151
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	122	–	122	–
Provisions réglées	(1 780)	(421)	(2 461)	(1 629)
Impôt sur le résultat payé	(7 838)	(4 327)	(29 412)	(4 703)
	29 542	32 188	54 365	54 189
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7)	10 871	80	5 158	(3 028)
	40 413	32 268	59 523	51 161
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 589)	(15 029)	(17 624)	(39 225)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus en main tierce	–	–	–	(11 676)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	4 965	–	4 928	–
	(1 624)	(15 029)	(12 696)	(50 901)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	38 789	17 239	46 827	260
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	227 952	227 816	219 914	244 795
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	266 741 \$	245 055 \$	266 741 \$	245 055 \$
Représentés par :				
Trésorerie	78 255 \$	63 118 \$	78 255 \$	63 118 \$
Équivalents de trésorerie	188 486	181 937	188 486	181 937
	266 741 \$	245 055 \$	266 741 \$	245 055 \$
Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation				
Intérêts reçus au cours de la période	246 \$	532 \$	962 \$	1 413 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En juillet 2015, la Corporation a reçu une instruction (C.P. 2015-1107), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain plan d'entreprise. En octobre 2015, la Corporation avait harmonisé ses politiques, lignes directrices et pratiques.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). Le projet Hibernia est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le champ pétrolifère original du projet Hibernia ainsi qu'une participation correspondante de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH »). La participation de la SGCH dans le projet Hibernia a été comptabilisée dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

Au cours des exercices 2010 et 2011, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et le gouvernement, ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») et ils ont autorisé le financement intégral visant la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »). La participation directe initiale de la SGCH dans le secteur unitaire du PSH était de 5,08 %, elle a été ajustée à 5,73 % à compter du 1^{er} décembre 2015 et, par la suite, à 5,63 % à compter du 1^{er} mai 2017 conformément aux modalités de l'ajustement périodique de l'accord d'union. L'exploitant du secteur unitaire du PSH est ExxonMobil Canada.

Un compte est détenu au nom des propriétaires de participations directes du projet de développement Hibernia et du secteur unitaire du PSH par son exploitant agissant à titre d'agent (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants au pro rata de leur participation directe.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Jusqu'au 6 avril 2015, GEN détenait des actions ordinaires de General Motors Company (« GM »). Au 30 juin 2017, GEN ne détenait plus de participation dans GM et n'exerçait qu'un niveau réduit d'activités.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 17 août 2017.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées en raison de l'adoption des modifications de normes comptables en date du 1^{er} janvier 2017, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

Changements de méthodes comptables

La modification aux normes comptables suivante publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») est entrée en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et a été adoptée conformément aux dispositions transitoires applicables.

Initiative concernant les informations à fournir

En janvier 2016, l'IASB a publié le document *Tableau des flux de trésorerie – Initiative concernant les informations à fournir* (Modifications de l'IAS 7). Les modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et doivent être appliquées à titre prospectif. L'adoption de cette norme modifiée n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées mais non encore entrées en vigueur

Un certain nombre de nouvelles normes comptables et de normes existantes modifiées ne s'appliquent pas encore à la période close le 30 juin 2017 et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les prises de position en comptabilité qui pourraient s'avérer pertinentes pour la Corporation sont indiquées ci-dessous. La Corporation n'a l'intention d'adopter par anticipation aucune des normes ou normes existantes modifiées suivantes, à moins d'avis contraire.

i. Produits des activités ordinaires

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 »), qui remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, et l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations liées aux produits. Cette norme clarifie les principes de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Les exigences relatives aux informations à fournir ont également été accrues.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées mais non encore entrées en vigueur (suite)

L'IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, une application anticipée est permise et la norme doit être appliquée rétrospectivement. La Corporation évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers et sur les informations à fournir connexes, mais elle ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

ii. Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). L'IFRS 9 remplace les directives existantes de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). L'IFRS 9 comporte des directives révisées sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, un nouveau modèle de pertes sur créances prévues aux fins du calcul de la dépréciation des actifs financiers et de nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture. Elle maintient en outre les directives sur la comptabilisation et la décomptabilisation des instruments financiers contenues dans l'IAS 39.

L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, une application anticipée est permise et la norme doit être appliquée rétrospectivement. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas encore été déterminée.

iii. Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »). L'IFRS 16 élimine l'actuel double modèle de comptabilisation pour les preneurs, qui fait une distinction entre les contrats de location-financement inscrits au bilan et les contrats de location simple hors bilan. Cette norme instaure plutôt un modèle unique de comptabilisation au bilan qui est similaire à la comptabilisation actuelle des contrats de location-financement. Certains contrats de location à court terme (d'une durée de moins de 12 mois) et les contrats de location pour lesquels l'actif a une faible valeur sont exemptés des exigences et peuvent continuer à être traités comme des contrats de location simple.

L'IFRS 16 s'applique aux exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise si l'IFRS 15 a été adoptée. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 n'a pas encore été déterminée.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Immobilisations corporelles

	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production
Coût	
Solde au 31 décembre 2016	484 127 \$
Entrées de la période	14 132
Ajustements de démantèlement	7 405
Solde au 30 juin 2017	505 664 \$
Épuisement et amortissement cumulés	
Solde au 31 décembre 2016	263 009 \$
Épuisement et amortissement	27 287
Solde au 30 juin 2017	290 296 \$
Valeurs comptables	
Au 31 décembre 2016	221 118 \$
Au 30 juin 2017	215 368 \$

Au 30 juin 2017, les coûts faisant l'objet du calcul de l'épuisement et de l'amortissement ne tenaient pas compte des coûts du matériel et des installations actuellement en construction de néant (10 086 \$ au 31 décembre 2016) et rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 494 418 \$ (512 334 \$ au 31 décembre 2016).

Au 30 juin 2017, il n'y avait eu aucune indication de dépréciation des immobilisations corporelles de la SGCH pour la période close le 30 juin 2017. Par conséquent, il n'était pas nécessaire de procéder à un test de dépréciation.

Au 31 décembre 2016, des indications de dépréciation des immobilisations corporelles de la SGCH ont été détectées en raison d'une diminution des réserves prouvées et probables résiduelles estimées de la Société découlant d'une réduction du budget d'investissement de l'exploitant du projet de développement Hibernia. Par conséquent, l'unique unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de la SGCH a été soumise à un test de dépréciation. Compte tenu du test de dépréciation effectué, il n'y a eu aucune dépréciation des immobilisations corporelles au 31 décembre 2016.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde au 31 décembre 2016	128 934 \$	12 969 \$
Provisions additionnelles	1 655	256
Changements d'estimations	(1 201)	–
Obligations réglées	(870)	(1 591)
Variations du taux d'actualisation	6 951	(134)
Désactualisation	1 323	60
Solde au 30 juin 2017	136 792 \$	11 560 \$
Partie courante	4 673	2 374
Partie non courante	132 119	9 186
Provisions	136 792 \$	11 560 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 273 465 \$ au 30 juin 2017 (273 869 \$ au 31 décembre 2016). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant actuellement prévue pour 2056, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 30 juin 2017 selon un taux d'inflation de 2,00 % (2,00 % au 31 décembre 2016) et a été actualisée au moyen d'un taux d'intérêt sans risque moyen de 2,01 % (2,11 % au 31 décembre 2016).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions (suite)

b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site en date de l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses assujetties à des incertitudes, notamment quant au temps nécessaire à l'achèvement des travaux et aux coûts à engager au cours de cette période. L'estimation future des coûts de remise en état du site a été actualisée au taux de 1,38 % (1,11 % au 31 décembre 2016), et un taux d'inflation de 2,0 % a été utilisé pour calculer la provision au 30 Juin 2017 (2,0 % au 31 décembre 2016).

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 juin se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Variation des débiteurs	17 108 \$	(1 339) \$	11 951 \$	3 046 \$
Variation des stocks	(793)	1 543	1 156	1 595
Variation des charges payées d'avance	417	413	(807)	(874)
Variation des créditeurs et charges à payer	(8 886)	(2 305)	(10 634)	(20 746)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	7 846 \$	(1 688) \$	1 666 \$	(16 979) \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	10 871 \$	80 \$	5 158 \$	(3 028) \$
Activités d'investissement	(3 025)	(1 768)	(3 492)	(13 951)
	7 846 \$	(1 688) \$	1 666 \$	(16 979) \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Les dépenses d'immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(3 564) \$	(13 261) \$	(14 132) \$	(25 274) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	(3 025)	(1 768)	(3 492)	(13 951)
Sorties de trésorerie liées aux dépenses d'immobilisations corporelles	(6 589) \$	(15 029) \$	(17 624) \$	(39 225) \$

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 30 juin se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Produit brut tiré du pétrole brut	61 274 \$	54 696 \$	138 744 \$	94 581 \$
Moins les frais de commercialisation	(133)	(97)	(276)	(251)
Moins les redevances	(10 106)	(7 117)	(27 593)	(13 197)
Moins la participation au bénéfice net	(3 505)	(2 194)	(8 407)	(2 634)
Produit net tiré du pétrole brut	47 530 \$	45 288 \$	102 468 \$	78 499 \$

b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 30 juin se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia	3 662 \$	6 732 \$	8 728 \$	12 419 \$
Transport du pétrole brut	2 528	1 250	3 733	2 771
Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net	(1 004)	(430)	(1 897)	(997)
Total des frais de production et des charges d'exploitation	5 186 \$	7 552 \$	10 564 \$	14 193 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

9. Engagements

Les engagements de la SGCH au 30 juin 2017 sont résumés dans le tableau qui suit et ils incluent le transport du pétrole brut et les engagements de transbordement, la quote-part revenant à la SGCH des engagements contractuels du projet Hibernia (le forage, les puits et les services connexes, y compris les hélicoptères et les navires de soutien) et les contrats de location simple pour ses bureaux et la quote-part lui revenant des bureaux de la SEDH.

	2017	2018 à 2021	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	2 670 \$	18 361 \$	34 776 \$	55 807 \$
Contrats liés au projet Hibernia	2 214	22 408	–	24 622
Bureaux	279	955	–	1 234
Total des engagements	5 163 \$	41 724 \$	34 776 \$	81 663 \$

10. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel, dont l'issue dépend des procédures confidentielles de règlement de différends et des procédures judiciaires connexes. Les procédures judiciaires ont eu lieu en mars 2017 et la SGCH est actuellement en attente de la décision. La SGCH ne présente pas son estimation de l'incidence financière, le cas échéant, de ce différend étant donné que la présentation de cette information pourrait porter préjudice à la SGCH. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro et située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

10. Éventualités (suite)

En mars 2015, la CDEV a reçu une assignation devant le tribunal pour une poursuite intentée en 2014 en République du Panama contre Multidata Systems International Inc., Nordion Inc. et la CDEV. Les demandeurs ont fait valoir dans leur poursuite que les défendeurs sont responsables des blessures subies en raison d'une surexposition aux radiations émises par du matériel alors qu'ils recevaient des traitements dans une clinique du Panama. La direction est d'avis qu'il est improbable qu'une sortie de ressources soit nécessaire au titre de cette poursuite; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers au 30 juin 2017.

11. Risques auxquels est exposée la Corporation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2016. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers auxquels est exposée la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers

Le montant de 127 331 \$ (131 996 \$ au 31 décembre 2016) inscrit au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures » constitue le seul actif financier comptabilisé à la juste valeur de la Corporation, et il est classé au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs (prix cotés sur des marchés actifs) au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période.

12. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016, la CDEV a versé au gouvernement du Canada des dividendes de néant.